



Missak Manouchian, au moment de son arrestation en 1944. PHOTO KEYSTONE. GAMMA RAPHO

Missak Manouchian, apatride mais français par le sang versé

Un comité s'est constitué pour l'entrée du chef des FTP-MOI au Panthéon, où ne figure aucun représentant de la résistance communiste à l'occupant nazi. Tout un symbole au moment où un polémiste qui en a flétri la mémoire est bien placé dans la course à la présidentielle.

Par
ÈVE SZEFTTEL

«Vous avez hérité de la nationalité française, nous l'avons méritée.» La scène se passe à l'hôtel Continental à Paris, le 15 février 1944. Grâce à la ténacité des Brigades spéciales des renseignements généraux de la préfecture de police de Paris, les nazis sont venus à bout du «groupe Manouchian» qui, depuis deux ans, harcèle les troupes d'occupation. Les nouveaux maîtres de l'Europe se croyaient tout-puissants, mais

voilà que, recourant à une tactique de guérilla urbaine rudement efficace, une soixantaine de jeunes gens aux noms difficiles à prononcer exécutent en deux ans une trentaine de soldats et dignitaires allemands dans la capitale. Ce jour-là, une parodie de procès est organisée dans le Grand Hôtel de la rue Scribe. Face à ces accusateurs, Missak Manouchian lance cette phrase qui résonne jusqu'à aujourd'hui. Quelques jours plus tard, le 21 février 1944, il est fusillé au Mont-Valérien, en même temps que 21 de ses camarades. Il a 37 ans.

LES VIEUX DÉMONS SONT DE RETOUR

Rescapé du génocide arménien, cet ouvrier et poète, qui suit des cours à la Sorbonne en auditeur libre, a immigré en France en 1925, à l'âge de 19 ans. Après le 6 février 1934, il s'engage au PCF, puis se porte volontaire pour combattre sur le front, en 1941. Après la rupture du pacte germano-soviétique, le Parti dirigé par Jacques Duclos se lance dans la lutte armée, et les différentes organisations déjà présentes sur le territoire fusionnent bientôt pour donner les FTP. Encadrée par d'anciens combattants de la guerre d'Espagne, la MOI est l'une de ses composantes. Organisée en quatre détachements, c'est elle qui mène la lutte armée, fait dérailler les

trains, sabote les machines. Soixante-dix-huit ans ont passé depuis l'exécution de Manouchian, et la plupart de ces partisans «noirs de barbe et de nuit» qu'Aragon fit entrer au Panthéon des lettres en 1955, tout comme les témoins de leur sacrifice, sont morts. «Dans cinq ans, il n'y en aura plus, la mémoire directe de leur héroïsme va s'effacer», explique le militant laïque Jean-Pierre Sakoun, à l'initiative du Comité de parrainage pour Missak Manouchian au Panthéon avec Nicolas Daragon, le maire LR de Valence, surnommée la «Petite Arménie». Soixante-dix-huit ans ont passé, et les vieux démons sont de retour : un candidat à la présidence de la République française, Eric Zemmour, est allé jusqu'à reprendre quasiment à son compte la propagande de l'occupant traitant les résistants de «terroristes». Car la fameuse Affiche rouge qui désigne Manouchian comme le «chef de bande», et vise à criminaliser la résistance supposément aux ordres des Juifs et des bolcheviques, est une mise en scène de la propagande nazie. Sauf qu'elle rate sa cible : elle voulait faire de ces hommes des assassins, elle en fait des héros. L'historien Denis Peschanski, qui est conseiller historique de la démarche, ne manque pas une occasion de rappeler ce «chiasme» : les membres de l'Affiche rouge, Juifs d'Europe centrale et orientale,

Italiens, Espagnols, Arméniens, «sont des étrangers qui se sont battus, qui ont donné leur vie pour la libération du territoire national, mais ils ont été filés, traqués, arrêtés par des policiers français qui, étaient, eux, au service de l'occupant allemand», dit-il à Libération. Pour l'auteur des *Etrangers dans la Résistance*, lui-même fils de résistants juifs qui ont survécu à la déportation, c'est «important de le rappeler quand on entend les dégueulasseries de Zemmour».

Cette campagne en faveur de la panthéonisation de Manouchian qui, depuis la publication d'une première tribune dans Libération en janvier, s'est enrichie de signatures de poids : l'historien Serge Klarsfeld et sa femme Beate, le cinéaste Robert Guédiguian, qui a réalisé *l'Armée du crime* ou la styliste Agnès B. Une vingtaine d'élus ont répondu à l'appel, dont les sénateurs socialistes Patrick Kanner et Marie-Noëlle Lienemann et la députée européenne LREM Ilana Cicurel. Il est clair que cette initiative résonne avec l'actualité, au moment où l'extrême droite cumule près de 30 % des intentions de vote. «Notre entreprise est antérieure à la candidature de Zemmour et n'en est en aucun cas une réponse, mais elle résonne très fort face à une candidature dont tous les historiens ont démontré qu'elle s'inscrit dans une filiation maurus-

sienne revendiquée de la France blanche, catholique, apostolique et romaine, qui ne correspond ni à la réalité du pays, ni à la réalité de l'amour de ce pays», confirme Jean-Pierre Sakoun.

«L'UNITÉ NATIONALE AUTOUR DE NOS IDÉAUX»

Pour le président de l'association Unité laïque, Manouchian, «français par le cœur et la volonté, et non par l'ethnie», incarne la définition politique de la citoyenneté française : est français celui qui se déclare français, adhère à l'idéal républicain tel qu'il s'exprime dans la devise et le principe de laïcité. Un idéal «partagé par de nombreux étrangers dans le monde», demandeurs d'asile ou révolutionnaires se réclamant des idéaux de 1789 : «Je n'oublierai jamais qu'en 2014, sur la place Maïdan, on chantait la Marseillaise», ajoute le militant laïque. Le message politique de cette campagne est assumé : «Faire prendre conscience aux Français qu'on peut refaire l'unité nationale autour de nos idéaux».

Au moment où les candidatures se bousculent au portillon (Gisèle Halimi, Gaston Monnerville, etc.), Missak Manouchian a-t-il une chance de rejoindre Joséphine Baker, Simone Veil, Jean Zay et Jean Moulin dans la crypte ? Pour Denis Peschanski, il est temps de réparer un oubli, si ce n'est une injustice : l'absence de représentation de la résistance communiste au Panthéon, alors que, parmi les 1 008 fusillés du Mont-Valérien, deux-tiers étaient communistes. L'historien avait déjà plaidé la cause de l'orphelin du génocide, en même temps que celle de la résistante communiste Marie-Claude Vaillant-Couturier, auprès du président François Hollande pour la 70^e commémoration de l'exécution des membres de l'Affiche rouge, le 21 février 2014.

Ce jour-là, le chef de l'Etat annonce l'entrée au Panthéon de plusieurs résistants. Promesse tenue un an plus tard avec le transfert des cendres de Geneviève de Gaulle-Anthonioz, Pierre Brossolette, Germaine Tillon et Jean Zay. Mais ni Manouchian ni Vaillant-Couturier n'en sont. Comment expliquer cette omission ? Persistance d'un anti-communisme primaire au sein de l'appareil d'Etat. Forte réticence dans la haute hiérarchie militaire ? Quelques heures avant son exécution, Missak Manouchian écrivait à sa femme Mélinée : «Je suis sûr que le peuple français et tous les combattants de la liberté sauront honorer notre mémoire dignement.» Manouchian au Panthéon ? Ce serait un beau symbole. Et bien la moindre des choses. ♦